

Comprendre
la crise énergétique
P. 4/5

À l'appel de tous les syndicats

Rendez-vous le 19 janvier !

AUGMENTONS LES SALAIRES
PAS L'ÂGE DE DÉPART À LA RETRAITE

2 € - N°3958 - Du 13 au 19 janvier 2023



• **Les vœux**
Progressistes, offensifs ... p.8

• **Israël**
La folle dérive p.14

l'Édito

Le grand bond en arrière



Michel Marc

Difficile de l'accepter. Les sociétés humaines, certes traversées par des contradictions, des reculs et des luttes de pouvoir, ont souvent trouvé, au bout du chemin, une issue aux questions sociétales d'importance. Un certain équilibre s'installait alors, et on pouvait évoquer un progrès dans l'histoire de la civilisation. Il en fut ainsi de la Révolution française qui boucha hors du royaume le « pouvoir de droit divin » et consacra la domination d'une autre classe sociale, la bourgeoisie financière et industrielle. Il y eut aussi 36 en France et ailleurs, où le Front populaire, malgré les cris d'orfraies des possédants évoquant la « faillite à venir » et malgré les complexités pseudo médiatiques, obtenait des avancées sérieuses et des progrès sociaux. Il y a eu aussi 45, le Conseil National de la Résistance (CNR), et ces « bouts de communisme » arrachés et

construits, la création de la sécurité sociale et quelques nationalisations majeures, qui ont pu répondre efficacement aux besoins d'une époque. La « lutte des classes », « les rapports de force favorables », les mobilisations massives rencontraient alors un écho politique en phase avec les exigences populaires. Certains évoquaient l'impossible changement, l'irresponsabilité, le danger mortel, le chaos à venir. Les autres prouvaient le contraire. C'était donc possible !

Et aujourd'hui ? Deux logiques s'affrontent. D'un côté, celle que l'on dit comptable, qui souhaite aggraver la pression sur les salariés et promouvoir une rentabilité financière inégalée dans le monde. C'est fait. Au pas de charge. Les chiffres parlent (les milliards de dividendes, les inégalités qui grandissent,...). Les nantis se portent bien. De l'autre, une logique où l'humain est au centre. Et dans tous les domaines. Culture, environnement, épanouissement, salaires... Les jours heureux, en quelque sorte. La question reste posée : « Où en est le rapport des forces ? ».

Annonces

Assemblée générale de l'Université Populaire du Travailleur Catalan (UPTC)

Vendredi 13 janvier à 17h30 – Locaux du Travailleur Catalan à Perpignan.

Réunion-débat pour la liberté d'expression ! Contre l'extrême droite !

Samedi 14 janvier à 15h30 – Salle Canigou (30, rue Bretonneau) à Perpignan.

Grande rifle de la section AMI du PCF

Dimanche 15 janvier à 15h – Salle des fêtes de la mairie à Elne.

Grande rifle du PCF

Dimanche 15 janvier à 15h – Salle Teresa-Rebull à Alènya.

Vœux de la Fédération du PCF66

Lundi 16 janvier à 18h – Maison des communistes à Perpignan.

L'action des anciens combattants pour la paix et contre le fascisme (conférence de G. Sentis)

Mercredi 18 janvier à 15h – Maison du combattant à Perpignan.

Visioconférence de la Fondation Gabriel-Péri.

Quelle nouvelle phase de mondialisation ?

Jeudi 19 janvier à 18h30 – Pour s'inscrire (<http://66.pcf.fr/123429>).

UPTC. Gramsci aujourd'hui (conférence de Jean Quétier)

Mercredi 25 janvier à 18h30 - Locaux du Travailleur Catalan à Perpignan.



Aux Archives départementales jeudi 26 janvier 2023 à 18h.

“Réinventer la gauche en Languedoc-Roussillon (1945-1986)”

Les Archives départementales sont un lieu de collecte et de valorisation des ressources patrimoniales. Elles sont ouvertes au public et proposent également de nombreuses ressources en ligne. Anim'archives se propose, tout au long de l'année, de présenter certains ouvrages, ou d'animer des ateliers.

Anim'archives, jeudi 26, présentera l'ouvrage “Réinventer la gauche en Languedoc-Roussillon (1945-1986)”. À cette occasion André Balent et Richard Vassakos de l'association Le Maitron Languedoc-Roussillon vous présenteront l'ouvrage.

Édition de l'Olivier.

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88 -
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 /
N° ISSN 1279-2039

Gérante /
Directrice de publication Eulalie Arabia
Administrateur
Remi Cathala
Maquette Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet
Illustrations : © Delgé

Impression
Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)
Webmaster
Corinne Coquet /
Dominique Gerbault
Publicité
Richard Siméon



Habilité à la parution
de vos annonces
légales.
Contactez-nous par
mail : légales@letc.fr

Les flambeaux de la colère et de l'unité



Macron ne rate pas tout : il réussit à unir les syndicats contre sa politique. Son entêtement à imposer une réforme des retraites dont personne ne veut a conduit les syndicats à se rassembler TOUS (c'est rare) pour imposer un front commun pour s'opposer à un allongement de la durée du travail pour avoir droit à la retraite.

La détestation des syndicats

Ils ont pu mesurer tout au long de ces dernières semaines les limites d'une concertation qui est un leurre. Elle illustre toute la détestation du pouvoir pour les organisations syndicales et sa stratégie politique de ne rien vouloir entendre des revendications salariales, sociales, populaires. Le président se considère comme le dépositaire de tous les pouvoirs.

Il fait de l'exécutif un outil à sa convenance, les ministres sont des inconnus ou des hochets. À eux les basses œuvres, les annonces désagréables, les manœuvres pour trouver une majorité chez les parlementaires. La première Ministre fait comme si elle avait un quelconque pouvoir, mais elle ne trompe personne.

La purge

Et pourtant c'est à elle que revient la charge d'annoncer la purge... Ce sera 64 ans. Tu parles d'une surprise, elle est dans tous les journaux depuis dimanche, mais il fallait maintenir un suspens, ga-

agner un jour ou deux, faire croire qu'on pouvait encore concerter. Son éminence nous fait la grâce de reculer un peu. Mascarade ! Il fallait surtout faire un pas en direction des Républicains, qui tenaient aux 64 ans... pour ne pas se déjuger, ils ont toujours été favorables à un allongement de la durée du travail. Ils ne voulaient pas donner l'impression qu'ils se ralliaient totalement à Macron. Quant aux mesures d'accompagnement, c'est de la vaseline de très mauvaise qualité...

L'issue

Il reste une issue la lutte sociale, syndicale, unitaire, déterminée, durable qui peut seule construire le rapport de force qui fera reculer un pouvoir qui joue l'esbroufe, mais qui n'est sûr de rien. La preuve, la valse-hésitation dont il a du mal à sortir. À nous tous d'être aux rendez-vous de toutes les mobilisations. Comme ce mardi 10 janvier avec les flambeaux de la colère et de l'unité au pied du Castillet.

Jean-Marie Philibert



Première salve réussie à Perpignan

À peu près 400 personnes, femmes et hommes de tout âge, des élus de gauche, les syndicats organisateurs présents ont manifesté leur colère, mardi en soirée, inaugurant une mobilisation au long cours et appelant déjà au prochain rendez-vous : un appel intersyndical national à la grève le jeudi 19 janvier. La CGT, avec ses syndicats, Solidaires, la FSU, la CFTC et la CNT arboraient ainsi leurs drapeaux. Les flambeaux, que chacun des manifestants exhibait prudemment et fièrement, donnaient au cortège nocturne la chaleur et les couleurs nécessaires. Après de courtes prises de parole des responsables syndicaux, (et après le verre de vin chaud !), la courte marche amenait alors les participants le long du quai Vauban, autour de la Basse, et revenait vers le Castillet. Il y avait là quelques élus de gauche du Conseil départemental, dont Hermeline Malherbe et les trois élus communistes, Fiter, Beuze et Lacapère. Les militants du PCF, nombreux, du NPA et de LFI étaient là, sans surprise. « C'est un bon début, mais il faudra faire beaucoup mieux dans les jours et les semaines qui viennent » lançait solennellement au micro Julien Berthélemy, secrétaire de la CGT. Sentiment mitigé donc, entre satisfaction et regrets, et partagé par tous. Contrairement aux précédents rassemblements, et c'était peut-être là la bonne surprise, on pouvait noter la présence de nombreux « actifs salariés » et de jeunes présents aux côtés des retraités. Pour beaucoup d'entre eux, il s'agissait de leur première manifestation. Le rendez-vous est pris pour la journée du 19.

Michel Marc



Énergie électrique

Les traders engrangent les bénéfices

Les dégâts du capitalisme apparaissent aujourd'hui au grand jour. C'est devenu un sujet majeur. Les familles souffrent. Les collectivités doivent faire des choix kafkaïens. Les PME, boulangeries et autres, sont au bord de la banqueroute.

Un comble dans ce pays, la France, qui était, il n'y a pas si longtemps, en capacité de servir les usagers de la meilleure des façons. À chacun selon ses besoins.

La question est posée : Faut-il changer le système ? Les articles qui suivent tentent d'éclairer la situation.

Des hausses explosives

Les boulangers, les bouchers, les friteries, les cafés, les restaurants, les agriculteurs, tous les artisans et les PME sont concernés par des hausses du coût de l'énergie exponentielles.

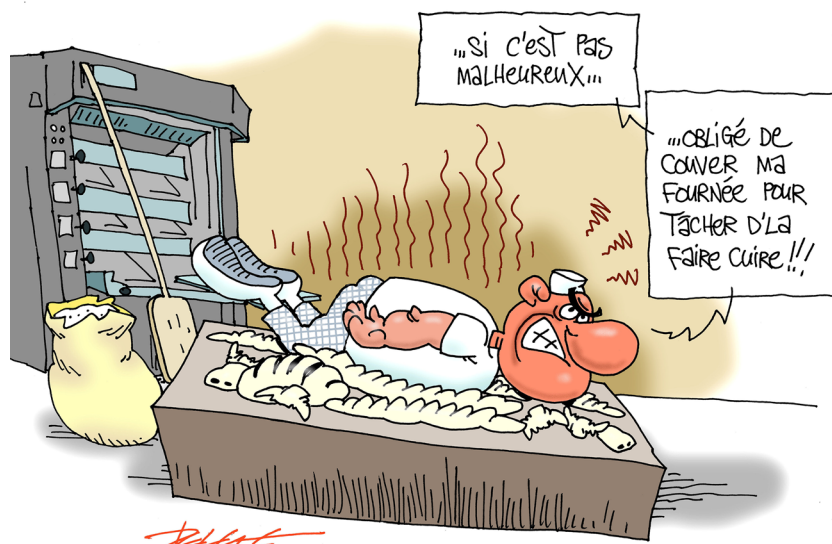
Voilà un couple de restaurateurs à Perpignan qui voit sa facture mensuelle d'électricité passer de 700 à 12 000€. La facture a été multipliée par 17 ! Le fournisseur est TotalEnergies. La facture de gaz est passée, elle, de 250 à 900€.

Les boulangeries sont fortement touchées par la hausse des prix de l'énergie. « Notre facture a triplé depuis octobre », confient deux boulangers. Même situation pour Sophie qui a choisi de ne plus cuire de pain l'après-midi pour remplir son distributeur : « on ne tiendra pas une année ». Benoît et Isabelle, boulangers depuis 20 ans : « C'est un coup de massue. Le tarif des heures creuses est multiplié par quatre, celui des heures pleines par huit ! Il faudrait annuellement 60 000 € de bénéfices supplémentaires pour régler ces factures. » Certains ont déjà passé ce cap : cette entreprise a fermé définitivement le jour de Noël. « Quand on perd 10 000 € par an, on atteint assez vite les limites supportables » explique son propriétaire. On prévoit que d'ici Pâques, un tiers des restaurateurs auront déposé le bilan dans les P-O. Pour Brice Sannac, président de l'Union des métiers et industries de l'Hôtellerie du département : « L'attitude de TotalEnergies est indécente, sur les seuls trois premiers trimestres de 2022, elle cumule 17,2 milliards d'euros de bénéfices. »

Les filets de sécurité mis en place par le gouvernement sont troués

Face à cette situation, le gouvernement a pris un certain nombre de mesures. Insuffisantes pour de nombreux professionnels qui appellent à la mobilisation.

Boulangers : le prix de l'énergie devient insupportable



Les boulangers pourront demander le report du paiement de leurs impôts et cotisations sociales pour soulager leur trésorerie, ainsi que d'un étalement du paiement de leurs factures. Ils pourront également résilier sans frais leur contrat de fourniture d'énergie en cas de hausse de prix « prohibitive ». Fabien Roussel a déclaré : « Nous produisons 90% de l'électricité dont nous avons besoin ! C'est la spéculation qui nous tue. Alors vite, vendons l'électricité produite en France à prix coûtant à 40€ du MWh ! »

Jacques Pumaréda

Marché Européen de l'énergie

De quoi parle on ?

Depuis sa création, au traité de Rome, l'Europe puis l'UE s'est intéressée à la question énergétique.

Bien que l'énergie, à proprement parler, ne soit pas une compétence « transférée » à l'UE, la vision libérale de l'économie, en utilisant le principe de « la concurrence libre et non faussée », a amené au fil des décennies l'UE à la création d'un marché européen de l'énergie.

Les politiques des pays européens sur le sujet sont très différentes. La particularité française d'un opérateur public de l'électricité, EDF, avec son parc nucléaire permettant une production peu coûteuse était donc en concurrence directe avec le modèle allemand, plus hétérogène et basé sur des centrales majoritairement au gaz.

Lors de la création du marché, les pays utilisant le gaz ont imposé que le prix fixé et fluctuant se base sur le prix de production des centrales les plus récentes, les centrales à gaz. D'où le choix de l'UE et l'appellation de « marché européen basé sur le prix du gaz ».

Avec l'envolée des prix des énergies fossiles dès le début de la guerre en Ukraine, le prix de l'électricité a suivi le prix du gaz. Dès 2021 et la libre concurrence des opérateurs électriques, EDF a été obligée de vendre à perte un quart de sa production nucléaire (25%) à ses concurrents privés et un bouclier tarifaire n'a été réservé qu'aux seuls particuliers. À l'évidence, la situation actuelle repose en grand la question de l'intérêt de la France à participer à ce marché. Elle pose aussi la question de son indépendance énergétique.

Pierre Place

Quelles alternatives à gauche ?

Comme toujours, les réalités de la problématique énergétique, aggravées par la guerre en Ukraine, touchent avant tout les citoyens économiquement les plus précaires. Le combat contre l'augmentation du coût de l'énergie et plus généralement pour l'accès de tous à l'énergie vitale, est éminemment politique.

Le gouvernement et les partis de droite encouragent des mesures court-termistes (comme le bouclier tarifaire) qui montrent ses limites. On le voit avec la fin de la remise sur le coût des carburants depuis le début de l'année qui accentue les difficultés économiques de nombreux foyers. Les partis de gauche et de la NUPES

sont forces de proposition face à ces enjeux structurants et au combien importants dans l'organisation de la société.

Le PCF, qui agit pour un mix énergétique décarbonné diversifié prenant en compte le niveau de maturité des différentes technologies incluant ainsi les renouvelables et le nucléaire, considère que ce développement doit se faire par la promotion de filières industrielles nationales. Le contrôle public de l'énergie - considéré comme un bien de première nécessité - implique notamment de mettre un terme à la loi NOME, votée sous la présidence de Sarkozy, qui contraint EDF à fournir à des opérateurs privés

25% de sa production nucléaire à un tarif extrêmement bas afin de booster la concurrence. L'idée de ce grand pôle public de l'énergie, seul moyen de retrouver notre souveraineté en matière de production et de distribution et d'offrir des prix garantis fait son chemin à gauche.

La France Insoumise, face aux problématiques énergétiques, met souvent en avant l'idée d'un approvisionnement à 100% en énergies renouvelables d'ici à 2045, ce qui est loin de faire consensus. Mais elle insiste sur la nationalisation d'EDF et d'Engie. Elle est naturellement favorable à cette idée de pôle public de l'énergie. Pour les écologistes, l'urgence est la sortie

de notre dépendance aux énergies fossiles. La tarification progressive est souvent évoquée ainsi que la lutte contre les passoires thermiques. On observe également, là aussi, l'évocation du renfort des services publics.

Concernant le PS enfin, l'évolution politique des socialistes dans le domaine de l'énergie est notable. Alors que certains cadres du PS ont contribué à la libéralisation du marché de l'énergie, une partie d'entre eux est désormais favorable à un contrôle public de l'énergie.

Ces idées doivent faire l'objet d'un grand débat public. Les enjeux l'imposent.

Pierre Serra

C'est le gaz qui décide du prix de l'électricité !



Espagne et Portugal ne dépendent plus du marché Européen de l'énergie jusqu'en avril 2023

Pourquoi ? comment ?

Tout d'abord, l'énergie n'est pas une compétence « exclusive » de l'UE. C'est une compétence « partagée », c'est-à-dire qu'un ou plusieurs pays membres peut faire valoir des particularités pour ne pas appliquer une directive (ici en l'occurrence le 4^e paquet Énergie de l'UE de 2019) temporairement ou partiellement, comme l'Espagne et le Portugal l'ont fait entre mai 2022 et mai 2023.

Ces deux pays forment la péninsule ibérique, connectée au reste de l'Europe uniquement par la frontière terrestre des Pyrénées. Cette faible connexion au reste de l'Europe ainsi que leurs fortes dépen-

dances à l'électricité par centrale à gaz (27% en Espagne, 43% au Portugal) et leurs efforts pour développer les énergies renouvelables (31% pour renouvelable et 11% hydroélectrique en Espagne) a fini de convaincre la commission européenne d'accepter « l'exception ibérique » et de les autoriser à ne pas appliquer les prix du marché européen en plafonnant le prix du gaz. À noter que cette compensation est financée en Espagne par une réduction des bénéfices extraordinaires perçus par les compagnies électriques.

P.P.

Pour une énergie publique : la mobilisation continue en 2023 ! Une pétition nationale d'importance

Issue des personnels élus au Comité social et économique central (CSEC) d'EDF et d'Enedis, cette pétition, qui recueille aujourd'hui le soutien de nombre d'élus nationaux, pose la question du changement de système. Elle est en ligne.

« Dans un contexte de tensions, de la reprise par l'État de 100% du capital de l'entreprise qui s'enlise, de craintes fortes d'un retour du projet de démantèlement du groupe, les CSEC EDF et ENEDIS alertent ! Mobilisés depuis 2020 contre le projet Hercule / Grand EDF, ils poursuivent leur action pour le retour à une entreprise intégrée et 100% publique, garante de prix maîtrisés et accessibles, condition sine qua non de l'indépendance énergétique de la France ».

Déjà plus de 250 000 signataires à soutenir un retour à une énergie 100% publique. 300 élus se sont joints à la démarche.

Dans une lettre parue dans Le Monde, le collectif écrit par ailleurs: « Face aux enjeux de coupures d'électricité, de sécurité d'approvisionnement, de maîtrise tarifaire et de stratégie industrielle, une seule réponse est possible : le déploiement d'un véritable service public de l'énergie » et ajoutent : « L'énergie est un bien vital, garant d'une société émancipée et épanouie. Pour que notre société reste juste, équitable et assure à l'ensemble de ses concitoyens un égal accès à l'électricité, il nous faut garantir en permanence des tarifs accessibles et maîtrisés tout en répondant aux défis de la transition écologique ».

M.M.

Lien pétition: <https://energie-publique.fr/>

Ceméa

Créer des convergences



Le 5 janvier, à l'occasion de la venue de Philippe Meirieu, spécialiste en sciences de l'éducation bien connu des enseignants, les Ceméa*, association d'Éducation populaire, ont convié « les forces engagées dans la construction d'une société émancipatrice et solidaire » à échanger sur leurs pratiques.



De nombreuses associations des P.-O., des plus grandes aux plus petites, avaient répondu à l'invitation des Ceméa,, se reconnaissant sûrement dans l'intitulé pointant leur engagement dans « la construction d'une société émancipatrice et solidaire ». Probablement attirées aussi par la présence de Philippe Meirieu, président entre autres de l'association nationale des Ceméa depuis juin 2020.

Dans son introduction, François Moreaux, directeur des Ceméa Occitanie, a clairement exposé le but de cette synergie : travailler ensemble pour « construire le monde que nous voulons », dans la droite ligne de l'origine des Ceméa : la lutte anti-fasciste.

Fabriquer de nouvelles valeurs, humanistes et solidaires, et les faire vivre

Pour Philippe Meirieu, face à la montée de l'extrême droite, les valeurs défendues par les associations progressistes sont devenues inaudibles. Il a justifié cette affirmation en commençant par un court rappel historique. La France des années cinquante était essentiellement religieuse. Dès 1997, seuls 3% des Français croyaient encore au ciel et à l'enfer. Depuis, les trois grands piliers de notre civilisation n'ont cessé d'être ébranlés. La croissance, vécue alors comme émancipatrice et porteuse de progrès, est aujourd'hui vue comme un cancer. Le patriarcat, faiseur des lois, et l'autorité verticale ne sont plus reconnus. Et enfin, l'occident chrétien n'est plus le centre du monde. L'extrême droite refuse ces trois « ébranlements » et se construit sur cette réaction. Une fois au pouvoir, elle n'aura de cesse de rétablir ces trois piliers. Si son discours se banalise, les pratiques restent ce qu'elles étaient : vision violente du monde, refus de l'altérité et essentialisation des personnes. Elle réduit les personnes à une étiquette, leur race, leur nationalité, à une essence fondée sur un manque. Face à cette idéologie de l'enfermement, le seul contrepoison est l'espoir. Il appartient aux associations progressistes de la remplacer par une vision positive de l'avenir, de confiance en l'humain.

Le débat qui a suivi a porté sur les solutions. Dénoncer cette idéologie et rendre coup pour coup mais aussi proposer des alternatives. Construire une solidarité horizontale et à cette fin, au lieu d'agir de façon dispersée, créer des convergences.

Anne-Marie Delcamp

*Ceméa Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active, plus de 80 ans d'activités de formation, association progressiste qui affirme : « Tous capables ! ».

AG de rentrée pour la CGT 66

Une cinquantaine de responsables de syndicats CGT étaient réunis, vendredi, dans les locaux de l'Union départementale. Au menu, un point sur l'ensemble des questions qui traversent le monde, le pays et le département. Des guerres, des reculs, et des difficultés accrues pour les populations. Le capitalisme mondial était clairement désigné comme le responsable de ces situations, comme le système à combattre. Plus terre à terre ensuite, où les militants interrogeaient leurs pratiques et les difficultés rencontrées, pointaient aussi les avancées et les luttes en cours, parfois victorieuses sur la question des salaires. Au programme de cette rentrée donc, la réforme des retraites reconnue comme un recul de civilisation, celle non moins destructrice de l'assurance chômage, les salaires et la précarité grandissante dans le département.

M.M.



© Michel Marc

Réunion-débat

Pour la liberté d'expression !
Contre l'extrême droite !

Samedi 14 janvier – 15h30

Salle Canigou (Porte d'Espagne)
30 rue Pierre-Bretonneau - Perpignan

Intervenant-es :

- > Dominique Noguères, vice-présidente de la LDH
- > Ugo Paiheta, sociologue, chercheur spécialiste des fascismes
- > VISA 66 (Vigilance et Initiatives syndicales antifascistes)

Suite à la plainte déposée par Louis Aliot pour « injure publique envers un corps constitué » (en l'occurrence la commune de Perpignan), Josie Boucher, militante associative, syndicale et politique, active localement dans les mobilisations contre le racisme et le colonialisme, a été mise en examen.

Nous exigeons
la levée immédiate de toute poursuite !



Comité de soutien à

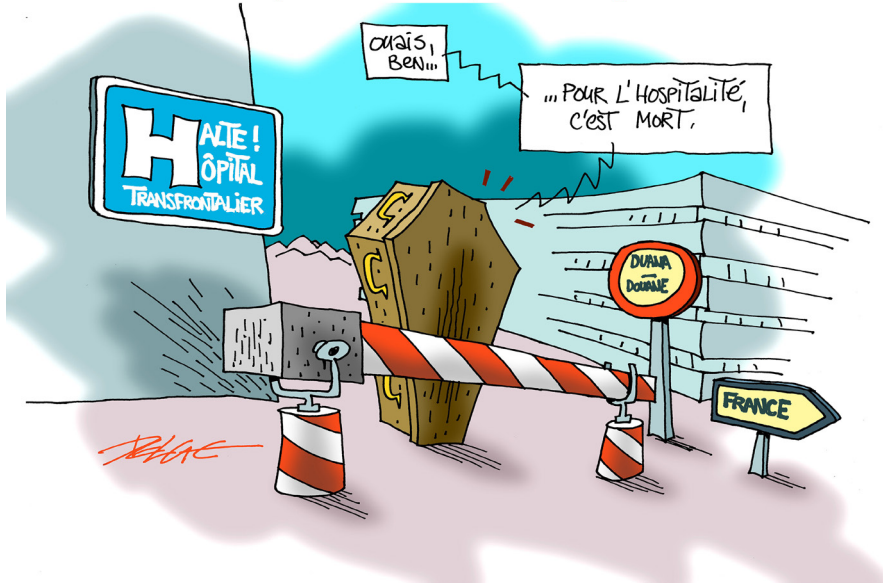
Josie
BOUCHER

Pour tout contact : comitesoutienjosie@gmail.com

empire.com - 01 40 40 40 40 - 3000

Puigcerdà

Sérieux problèmes à l'hôpital de Puigcerdà



L'Hôpital transfrontalier de Cerdagne

Certainement un exemple à suivre, mais des questions restent posées.

Depuis l'automne 2014, un hôpital pionnier en Europe a vu le jour à Puigcerdà. Il accueille indifféremment des patients habitants la Cerdagne des deux côtés de la frontière. Cela a nécessité le règlement de certains problèmes administratifs, notamment à propos des naissances et des décès. La partie française de la Cerdagne ne comprend pas de maternité. Celle de Prades étant fermée depuis les années 2000, les futures mamans sont venues accoucher à l'hôpital de Puigcerdà, plus proche pour elle que les maternités de Perpignan.

Problème : ces enfants, nés en Espagne, étaient considérés comme Espagnols et devaient subir un processus de naturalisation pour être reconnus Français. Pour les décès de ressortissants français à l'hôpital de Puigcerdà, les règles de l'Union européenne s'appliquent. Elles exigent un cerceuil plombé pour franchir la frontière. En 2017, un accord est signé entre les deux pays. Il simplifie les formalités. Si l'on en croit L'Indépendant du 5 janvier, cela n'a pas suffi. Une famille de La Llagonne a vu

le corps d'un parent rapatrié avec retard suite à un papier administratif mal rempli. Ceci a généré des frais d'obsèques supplémentaires.

Cet établissement hospitalier est nécessaire

C'est dommageable car cet établissement transfrontalier est apprécié par de nombreux habitants de la partie française de la Cerdagne. « *Beaucoup d'entre eux y vont pour consulter, y subir des examens médicaux* » nous confiait un ancien élu de Valcèbollère qui l'utilise régulièrement. « *C'est moins loin et moins risqué en hiver que Prades ou Perpignan* ».

Pourtant, il subsiste encore quelques praticiens et médecins réticents à l'idée d'envoyer leurs patients se faire soigner en Espagne. D'après cet ancien adjoint au maire, ils sont de plus en plus rares. Plusieurs médecins exercent à la fois en France et à l'hôpital transfrontalier. Cet hôpital, pour le moment, reste le seul hôpital transfrontalier dans l'Union européenne.

Ève Gerbault

Découvrez d'autres articles chaque semaine sur le site

En Català



La caixa i el català

- Aquests últims temps se sentia parlar català més que de costum als carrers de Perpinyà.
- Ah i com és? La gent s'ha posat de cop a parlar la nostra malaguanyada llengua?
- No home. És que al sud tenien dies de festa i ponts i molts han vingut cap aquí a passejar i fer compres.
- És veritat, i encara més a Cerdanya i Capcir, hi he anat a trepitjar neu i era ple de catalans del sud. Els responsables de les estacions d'esquí eren contents, he sentit que parlaven d'un 80 per cent de la seva clientela que venia del sud.
- Comerciants, restaurants i demès establiments han fet caixa amb els catalans.
- Ben fet, nos queixarem pas oi?
- No, mes trobo llàstima que s'atengui pas aquesta clientela en català. Hi ha alguns establiments que fan un esforç mes són massa pocs, costaria pas gaire.
- Ja te queixes. La caixa és la caixa, l'economia i el diner coneixen pas cap pàtria ni bandera. A més també saps que malauradament hi ha poca gent aquí que sàpiga parlar un bon català.
- Se tracta pas de parlar un suposat bon català, mes de parlar el nostre català, encara que siguin quatre paraules. Sem pocs a parlar català però hi ha molta gent d'aquí que el compren i se sap explicar en català. És pas difícil d'acollir un client dient-li «bon dia», enlloc de dir-li sempre «bonjour» o «buenos dias». Si ho fas el client surt més content pel mateix preu. I és pas només qüestió de parlar-ho, costa pas gaire de posar un menú traduït en català, un rètol que digui «benvinguts» a la porta, l'OPLC segur que té material per aquestes coses. Són aquests petits detalls que trobi a faltar. Si és bo pel comerç i bo per la nostra llengua fem-ho !
- D'acord mes entre aquesta clientela sud-catalana n'hi ha que se dirigeixen al botiguer en espanyol o en francès.
- I bé mal fet. Quan parlen francès el parlen com una vaca espanyola, els comprendriem millor en català i a nosaltres nos faria practicar.

C&C

suivez-nous sur





Cabestany Projet de Ville horizon 2040

Voeux

C'était une première pour Edith Pugnet, maire de Cabestany depuis le 1^{er} juillet 2021, jour où elle a succédé à Jean Vila qui n'a pas pour autant délaissé ses responsabilités au Conseil municipal et au Conseil communautaire. Elle n'a pas caché la tâche ardue qui l'attendait et « *le défi à relever que de succéder à celui qui aura exercé cette fonction pendant 44 ans, qui aura marqué Cabestany de toute son empreinte et d'avoir été élue votre 3^e maire depuis la Libération !* »

Édith, après Jean, dans la continuité

Devant un parterre d'habitants chaleureux, Edith Pugnet a affirmé poursuivre le chemin tracé par son aîné désormais maire honoraire. Elle a détaillé le fil conducteur de ses actions et celui de son équipe pour la ville de Cabestany, et, jetant un dernier regard sur 2022 où « *certain irresponsables politiques agitent les grandes peurs, pour tenter de tirer avantage des colères populaires, désignent des boucs émissaires comme responsables de tous les maux, et ne font qu'attiser le racisme, les replis sur soi et les égoïsmes.* ». Pour assurer et rassurer sur « *la tradition humaniste de Cabestany de progrès, de solidarité, de fraternité et de tolérance* », elle appelait de ses vœux « *la construction de nouvelles politiques du vivre ensemble (...)* ». L'élue est convaincue : « *L'humanité ne doit pas opposer questions environnementales et questions sociales.* »

L'humanité au centre des décisions à venir

Elle a les moyens de repenser son mode de vie en remettant en cause la consommation à tout-va, le gâchis des ressources naturelles, de repenser les solidarités entre les peuples, le partage des richesses, le co-développement plutôt que la concurrence et la construction de murs. » Vint ensuite l'énumération des projets en cours ou à venir : extension de la cuisine centrale, aide aux associations, aménagements de structures modulaires pour l'accueil des Foyers ruraux, le campus des Dragons catalans, l'école des métiers du sport et d'animation touristique, création d'un pôle hébergement à l'Espace Guy Moquet, ... Côté culture, contrairement à d'autres communes qui ont fait le choix de coupes budgétaires dans ce secteur, la commune souhaite maintenir un haut niveau de programmes d'animations culturelles. ZFE, finances, relations avec la Communauté urbaine, sont autant de sujets où « *la participation citoyenne aux grandes décisions communautaires demeure une urgence. Comme elle l'est également sur la question des moyens publics.* » Avant un beau buffet et le traditionnel feu d'artifice, l'édile a conclu : « *je ne suis pas prête à baisser les bras, déterminée avec l'équipe municipale, à allier gestion et lutte pour affronter les obstacles.* »

Ray Cathala

Voeux à Elne

Renouer avec la tradition

Neuf ans sans discours de vœux pour Nicolas Garcia, maire d'Elne et une volonté d'organiser une cérémonie peu coûteuse, sonnait le départ d'une intervention ponctuée de petits clips vidéos. Après un tour d'horizon de la politique nationale : position de la France au sujet des migrants, situation économique, pouvoir d'achat, coût de l'énergie, le maire a fait l'inventaire de 30 mois de mandature. Les différents axes tournés vers le vivre ensemble, l'écologie, sont renforcés selon l'édile par « *la démocratie participative qui est une démonstration de la citoyenneté, de la vraie politique.* »

La démocratie participative comme moteur, et l'environnement

Une brève évocation de l'expression du catalan en conseil municipal qui fait débat a été suivie des objectifs des élus en matière de démocratie et de « *débattre sans concession* » facilitant ainsi l'intervention des habitants

de la ville au conseil citoyen, aux réunions de quartiers ou à thèmes en vue d'adopter en toute connaissance de cause les décisions en cours ou à venir : fauchage raisonné, extinction de l'éclairage public, etc. L'édile a rassuré les participants et coupé court aux médisances en annonçant un budget présentant un « *excédent de fonctionnement de 4 millions d'euros* ». Côté projets, la réalisation du Centre Médical de Santé qui compte « *Cinq docteurs, 3 500 patients et arrive à un équilibre financier* » et fait la fierté des élus. Le maire a ensuite déroulé le fil rouge des trois axes portés par les maximes Elne-vivre ensemble avec la mise en place de plateformes dédiées à la participation citoyenne et la création du conseil constitutif de la jeunesse, Elne-ville verte et Elne ville-jardin avec pour dénominateur commun des plantations diversifiées et des actions sur les « *arrencadas du futur* ». Nicolas Garcia a insisté sur le fait que « *c'est le citoyen qui fait la république* » avant de parler avenir, « *un*



Nicolas Garcia, maire d'Elne.

avenir qui nous ressemble et nous rassemble » dira-t-il avant de lancer un appel à manifester et mener des actions pour sauver la planète.

R.C.

La rubrique du randonneur

Le P.O.T. Rando' Club vous propose



Dimanche 15 janvier 2023, Le terroir de Maury.

Situé au pied de la citadelle de Quéribus, le village de Maury s'étage à flanc de colline, dominant un prestigieux terroir. Le vignoble, qui occupe à perte de vue, le fond de la vallée, forme ici, une véritable « mer intérieure ».

Les plus anciens textes connus remontent au XI^e siècle. Vers l'an 1085, une villa de Maurins ou Maurino, tout en étant une dépendance de l'abbaye de Saint-Paul-de-Fenouillet, était inféodée à un seigneur portant le nom de Bernard Torro.

Des traces d'habitat préhistorique, vraisemblablement de l'âge du Bronze, ont été identifiées dans la grotte dite de Fontêtes et, au Mas Camps, situé entre Estagel et Maury, était établie une villa romaine dont l'existence est attestée par la découverte sur les lieux de fragments de poterie, d'amphores et de débris de mosaïque.

En outre, des scories de minerai de fer pourraient être des résidus de ce qui fut une exploitation, à l'époque romaine, de galeries de mines qu'on aperçoit au-dessus du mas Camps.

À la limite des territoires de Maury et de Cucugnan se dresse fièrement sur un piton rocheux aux parois vertigineuses le château de Quéribus, mentionné dès l'an 1017 et qui fut légué par le comte Bernard Taillefer à son fils Guillem en 1021. Les Taillefer détenaient à l'époque les comtés de Besalù et du Perapertusés. La forteresse portait alors le nom de « *Castellum Querbuicio* ».

Quéribus est entré dans l'histoire par les Cathares qui en firent leur dernier réduit de résistance au XIII^e siècle. Défendu par à peine une poignée d'hommes (2)



Des précisions

Durée : 3h40. **Dénivelé :** 380 m. **Difficulté :** facile.

Conditions : assurance journalière 3€. **Repas grillade :** apporter apéro, vin, eau, viande... **Départ :** 8h45 au parking de la piscine du Moulin à Vent à Perpignan ou à 9h40 au 1^{er} parking situé à droite en entrant dans Maury.

Renseignements : Jean-François 04 68 56 81 03 / 06 20 40 63 05

(1) *Le Perpignan Omnisport des Travailleurs-es, association affiliée à la F.S.G.T.*

(2) *La suite sur www.letc.fr rubrique département/sport/culture.*

- annonces légales - annonces légales - annonces légales - annonces légales -

AVIS DE CONSTITUTION

PIERRICK HARANG IMMOBILIERS
Société civile immobilière au capital de 10.000 euros
Siège social : 3, Rue Léon Vaudoyer, 66000 PERPIGNAN

Aux termes d'un acte sous SSP en date à PERPIGNAN du 16/12/2022, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : SCI

Dénomination sociale : PIERRICK HARANG IMMOBILIERS

Siège social : 3 Rue Léon Vaudoyer - 66000 PERPIGNAN

Objet social : L'acquisition, l'édification, l'administration, la mise en valeur et l'exploitation par bail, location, sous-location ou autrement de tous biens et droits immobiliers, bâtis et non bâtis, ainsi que tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des immeubles et droits immobiliers en question ; et plus généralement, la propriété et la gestion de tous immeubles et droits immobiliers ; éventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société ; l'acquisition, la détention, l'administration, la gestion et la cession de titres et droits sociaux de sociétés de quelque forme que ce soit à prépondérance immobilière

Durée de la Société : 99 ans

Capital social : 10.000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire

Gérance : Monsieur Pierrick HARANG, demeurant au 3 Rue Léon Vaudoyer - 66000 PERPIGNAN, assure la gérance Clauses rela-

tives aux cessions de parts : dispense d'agrément pour cessions à conjoints d'associés, ascendants ou descendants du cédant. Agrément des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales

Immatriculation de la Société au RCS de PERPIGNAN.

Pour avis

La Gérance

MODIFICATION DE CAPITAL

BAUCHER - CELLE - MATEJKA - CHICUDEAN
Société civile de moyens au capital de 200 euros
Siège social : 9, avenue de Villeneuve, Immeuble Le Villeneuve - 66330 CABESTANY - 452 106 685
RCS PERPIGNAN

L'AGE réunie le 31/05/2021 a autorisé le retrait d'un associé et constaté la réduction du capital social de 200 euros à 150 euros par rachat et annulation de 5 parts sociales, ce qui rend nécessaire la publication des mentions suivantes :

Ancienne mention : le capital est fixé à 200 euros. Il est divisé en 20 parts sociales de 10 euros chacune, lesquelles ont été souscrites et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs.

Nouvelle mention : Le capital est fixé à 150 euros. Il est divisé en 15 parts sociales de 10 euros chacune, lesquelles ont été sous-

crites et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs.

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 15 parts.

L'AGE a également décidé de remplacer à compter du 31/05/2021 la dénomination sociale BAUCHER - CELLE - MATEJKA - CHICUDEAN par BAUCHER - MATEJKA - CHICUDEAN, et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts, et a pris acte de la démission de Monsieur Didier CELLE de ses fonctions de Gérant à compter du 31/05/2021.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de PERPIGNAN.

Pour avis

La Gérance

COMMUNE D'ELNE AVIS AU PUBLIC

Approbation de la Déclaration de Projet emportant Mise en Compatibilité n°3 du PLU

Ce projet a pour objet d'ouvrir à l'urbanisation la troisième et dernière tranche de la ZAC Las Closes. Le projet revêt un caractère d'intérêt général exposé dans les différentes pièces du dossier.

Le dossier est constitué du projet de Déclaration de Projet emportant Mise en Compatibilité n°3 du PLU (contenant 1. La notice explicative - 2. La déclaration de projet - 3. La mise en compatibilité - 4. L'évaluation environnementale - 4.1 Le Résumé non Technique de l'évaluation environnementale - 4.2 Avis MRAe - 4.3 Porter à connaissance en réponse à l'avis de la

MRAe - 5. Règlement graphique au 1/2500ème - 6. Extrait du règlement écrit zone 2AU - 7. Orientations d'aménagement et de programmation zone 2AU - 8. Pièces administratives et de procédure - Autres pièces versées à l'enquête publique - Rapport et Conclusions du Commissaire Enquêteur - Délibération du Conseil Municipal en date du 14 décembre 2022 ayant pour objet : Approbation de la Procédure de Déclaration de Projet emportant Mise en Compatibilité n°3 du PLU aux fins de permettre l'urbanisation de la Tranche 3 de la ZAC Las Closes.

Cette délibération est affichée sur la borne numérique extérieure de la Mairie pendant un mois à compter du 16 décembre 2022. L'entier dossier joint à cette décision ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont disponibles et peuvent être consultés sur simple demande, par toute personne intéressée en Mairie d'Elne, boulevard Voltaire BP 11 - 66 200 ELNE, aux jours et heures habituels d'ouverture soit de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 du lundi au vendredi (18h00 le mercredi) ainsi qu'en Préfecture des Pyrénées Orientales.

Le dossier et cette délibération sont également consultables sur le site internet de la commune d'ELNE : www.ville-elne.fr, onglet « urbanisme » - rubrique « Approbation Déclaration de Projet emportant Mise en Compatibilité n°3 du PLU ».

Le Maire, Nicolas GARCIA

RADIATION

Suite à l'AG extraordinaire du 31/12/22 ayant décidé la dissolution de la SCI MGD, déclare la radiation de ladite société.

TOP 14

L'USAP ne sait pas gagner

Les Catalans mènent (17-20) à 6 minutes de la fin et s'inclinent (31-20) à Clermont. Du déjà vu !

Ah si les matchs de rugby ne duraient que soixante-dix minutes ! Ah si, le dernier quart d'heure n'existait pas, vous savez celui que les anciens appelaient quart d'heure... catalan. L'USAP serait actuellement à quelques points de la sixième place qualificative. Oui ! Oui ! Remember Pau, Bayonne, pourquoi pas Brive et maintenant Clermont. Autant de rencontres que les sang et or n'ont pas su gagner alors qu'ils étaient en tête à quelques minutes de la sirène.

De la gestion messieurs !

D'aucuns appelleront cela de la mauvaise gestion, d'autres l'imputeront à une condition physique insuffisante. Peut-être un manque de bulbe, penseront certains. Pourquoi pas un mauvais coaching ! Un mix de tout cela. Quoi qu'il en soit, il est tout de même inadmissible de perdre un match de cette façon alors que l'adversaire n'est pas meilleur. Les Clermontois sont entrés sur leur pelouse de Michelin avec la peur au ventre. Une équipe de ce standing à la onzième place du Top 14 alors qu'elle envisage la qualification, aux antipodes des espérances Usapistes. Une équipe auvergnate qui avait poussé vers la sortie quelques jours plus tôt l'un de ses entraîneurs. Une équipe qui avait dû composer avec pas mal de joueurs blessés (l'USAP connaît!). Une équipe qu'il fallait faire douter d'entrée. Or l'USAP accumule les erreurs en première mi-temps, se fait sanctionner à quinze reprises, hérite de deux cartons jaunes, il est vrai avec un arbitrage plus que sévère. Or l'arbitrage est celui réservé à une petite équipe à l'image de ce qu'est devenu le club catalan. Et si en plus les rebonds d'un satané ballon ovale s'en mêlent, la victoire, qui tendait les bras aux Catalans, se dissipe dans les fumées des volcans auvergnats. Malgré une énorme débauche d'énergie des sang et or.

« Ça fait chier ! » se contentera de dire le troisième ligne catalan Lucas Bachelier avec son franc parler. Mais l'USAP repartira une fois de plus avec le zéro pointé d'une défaite alors que la victoire était à sa portée. Les matchs se suivent et se ressemblent. Les commentaires d'après-match des entraîneurs ne changent pas d'un iota. Expliquer à ses joueurs que perdre ce match est dû à un manque de chance (vrai en partie!), qu'il faut continuer à jouer de cette façon et ne rien changer est tout de même plus que réducteur. L'USAP a un jeu au pied très mauvais en l'absence de Tristan Tedder. L'USAP a des attaquants qui ne transpercent pas, qui s'efforcent de bien défendre, mais au fil des minutes la défense craque et au final les Catalans encaissent 3 ou 4 essais synonymes de défaite.



Plus mauvaise défense, plus mauvaise attaque du Top 14. Le discours des entraîneurs semble rester monocorde et devrait peut-être changer à onze matchs de la fin. Possession et discipline, entre autres, restent à améliorer.

Le Top 14 ? Trop compliqué pour l'USAP

Que c'est difficile pour une USAP qui n'a pas franchi le cap de la modernité et qui navigue entre deux eaux, entre deux divisions plutôt, Pro D2 et Top 14. Il est évident que le Top 14 paraît trop compliqué pour l'USAP. Son ancien entraîneur Jacques Brunel, qui ramena en 2009 le planot en Pays Catalan, le confirme : « Ses installations ne sont pas au niveau que requiert le Top 14. On en parlait déjà il y a treize ans ». Ce n'est pas avec du vinaigre que l'on attrape les mouches. Ce n'est pas avec trois cacahuètes que viendront en Pays Catalan d'excellents joueurs. Les supporters de l'USAP l'ont très bien compris. Il ne faut pas essayer de leur faire croire le contraire en utilisant des paroles d'homme politique. À moins de vingt millions de budget, impossible, pour une équipe de rugby, d'assurer son maintien en Top 14. L'USAP glissera insensiblement vers la Pro D2, ce qu'elle est en train de faire, et quoi que puissent faire ou dire joueurs et coachs. Triste !

Fins aviat !

Jo Solatges

PROMOTION

TOURRES JEAN
Electricité
Climatisation
Pompe à Chaleur
Entretien
Dépannage
04 68 22 86 30



TOURRES JEAN

Electricité ALENYA

INDUSTRIE - TERTIAIRE
BÂTIMENT - CLIMATISATION

1, Place Henri Sayroux - 66200 ALENYA
www.electricite-jeantourres.eu

Tél : 04 68 22 86 30 / 06 11 23 55 12 - Email : marje66@jeantourres.com

Tirailleurs

Un regard essentiel sur l'Histoire

« Y'a bon Banania ! » Le tirailleur sénégalais, amateur de chocolat et balbutiant le français, brave soldat venu des colonies pour sauver la *Mère patrie*, est ainsi devenu l'alibi d'une racialisation implicite de la société française qui a pu compter, comme un dû, sur le renfort des soldats ou des travailleurs coloniaux. Créé en 1857, le corps des tirailleurs sénégalais compte 31 000 hommes en 1914, tous recrutés en Afrique occidentale française. Plus de 134 000 au total viennent combattre en Europe, dont 100 000 recrutés entre 1916 et 1918. Parmi eux, 30 000 ne sont jamais revenus des champs de bataille, sans compter les blessés et les invalides. Dès le début du premier film de Mathieu Vadepied,

la reconstitution historique ouvre sur cette rafle sous le soleil africain : en 1917, le jeune Thierno est violemment arraché à son village, et brutalement jeté dans la guerre en France, dans les tranchées de l'Est, contraint de s'investir dans un combat qui n'est pas le sien. Son père, Bakary, décide de le suivre, se donnant pour mission de le sauver. Un cruel sentiment de solitude et d'abandon traverse ces images qui donnent à voir l'égarément de deux hommes et la difficulté même à simplement échanger et se comprendre entre les différentes victimes de ces vies confisquées, qui ne parlent pas le même dialecte et ne maîtrisent ni les codes, ni la langue française. Étranges étrangers, isolés, qui tentent désespérément de rester quelqu'un là où ils ne

sont plus rien ni personne. Survivre dans cet enfer filmé à hauteur d'homme, où même le spectateur est parfois désarmé. Ce qui est montré, c'est l'absence de compréhension, de perspective, des soldats de fortune jetés sur le front avec une promesse d'éternité et de gloire, laissés là, sans préparation, sans conviction. Omar Sy, avec générosité est soucieux de rendre ce passé vivant. Ni moralisateur, ni didactique, prenant le parti de l'intime, le film réussit à être instructif. Ainsi, c'est bien un travail de mémoire inédit qui s'accomplit, dont l'importance est soulignée dans les derniers plans sur un mode poétique, avec un très beau texte contre l'oubli, lu avec sobriété par Omar Sy.

Evelyne Bordet



Les Déferlantes, un festival itinérant ?

Le festival, après plusieurs éditions à Valmy, venait, pour l'édition 2022, de planter sa tente au château d'Aubiry, à côté de Céret. Voilà que, sans tambour ni trompette, l'équipe annonce que l'édition 2023 se tiendra sur le parking du Parc des expositions à Perpignan. Sidération et consternation ont suivi la nouvelle, particulièrement au conseil départemental et à la Région, partenaires de l'événement pourtant mis devant le fait accompli. Mais aussi

après du public pour qui l'implantation annoncée change la donne, en effet, à côté des sites précédents, le parking du Parc de expos, ce n'est pas très glamour. Le charme du lieu était un paramètre important pour les festivaliers, beaucoup se sentent orphelins et le disent. Du côté des groupes invités, ce n'est pas simple non plus, on apprend qu'Indochine refuse de se produire à Perpignan, ville dirigée par l'extrême droite.

Quid des dessous de l'affaire ? Du flou demeure, même si les conditions de l'an passé à Céret avait posé quelques problèmes. Était-ce impossible à améliorer ? On peut en tout cas s'interroger sur l'impact de ce changement sur la nature du festival et sur la participation du public.

N.G.

Dernière minute

À l'heure où nous mettons sous presse, nous apprenons que le festival n'aura finalement pas lieu à Perpignan.

Archipel Laborieux processus

Depuis juin 2022 et le non renouvellement du contrat du directeur de la Scène nationale Borja Sitjà, l'Archipel n'a pas de directeur ou de directrice. Jackie Surjus-Collet, directrice adjointe, assure l'intérim. Une situation qui n'est pas sans poser de questions, pourquoi la nomination tarde-t-elle à ce point ? Il est clair que les candidats ne se bousculent pas, en dépit de l'appel à candidature largement relayé dans la presse spécialisée, avant l'été, il a fallu tout recommencer. Il nous est revenu que la couleur politique du maire de Perpignan, le plus important financeur de la structure, y était pour quelque chose...

Ces derniers temps, il semblerait que les choses se décentent, le conseil d'administration de mi-décembre a validé une liste de trois candidates et candidats, deux femmes (dont Jackie Surjus-Collet) et deux hommes. Impossible d'en savoir plus aujourd'hui, le silence est de rigueur chez les membres du CA. Les candidates et candidats devront présenter une note d'orientation et leur projet culturel lors du CA du 26 mars, CA qui déterminera l'heureuse élue ou l'heureux élu.

À ce stade, nous ne pouvons que souhaiter que le CA fasse le bon choix et que la Scène nationale puisse continuer à proposer au public une programmation qui marie qualité, exigence et diversité.

N.G.

Où sortir ?

Perpignan

L'Archipel | Mardi 17 janvier à 18h15 | Concert du Nouvel An - **Concert à la criée** avec Orchestre de chambre de Toulouse | Gratuit.

Mercredi 18 janvier à 20h30 | Concert - **J.-J. Milteau, H. Kennedy & V. Segal** | De 12,50€ à 25€.

Palais des congrès | Jeudi 19 janvier à 20h30 | Concert - **Marc Lavoine** | De 40€ à 50€.

Méga Castillet | Samedi 14 janvier et le jeudi 19 janvier à 18h55 | Projection - **Fedora - Metropolitan Opera New York**.

Institut Jean Vigo | Jeudi 19 janvier à 19h | Projection - **Les 3 mousquetaires et demi**

G Martinez Solares. Jeudi 19 janvier à 19h | Projection - **Le son des images**. Jeudi 19

janvier à 19h | Ciné-Concert - **Sherlock Junior**

- **Buster Keaton**.

L'Anthropo | Mardi 17 janvier à 19h30 | Concert - **Jam Jazz Libre**. Mardi 17 janvier

à 20h | Concert - **Soirée Poésie et musique improvisée**.

Alénya

Cave Escoffier | Jeudi 19 janvier à 18h | Projection - Festival de cinéma 2023 Maghreb si loin si proche - **Solidaires** - 2 Films.

Bages

Église | Dimanche 15 janvier à 16h | Concert - Canticel : **Intensément pour Noël** | Gratuit.

Elne

Cinéma Vautier | Vendredi 13 janvier à 18h | Projection - Festival de cinéma 2023 Maghreb si loin si proche - **Sous les figures**. Samedi 14 janvier de 14h30 à 21h | Projection - Festival de cinéma 2023 Maghreb si loin si proche **Le marchand de sable - C'est une belle carte postale - La cour des miracles**.

Les Angles

Salle Angléo | Du samedi 14 janvier au jeudi 19 janvier | **Festival de l'aventure** | 55€ - réduit 25€.

Rivesaltes

Palais des fêtes | Samedi 14 janvier à 21h | Théâtre interactif sur ring - **Catch d'impro** | 10€.

Saint-Cyprien

Salle Escaro de la mairie | Samedi 14 janvier à 20h30 | Théâtre - **El mon i altres ximp-leries** par la troupe de théâtre El Grup del Galliner | 8€.

Saint-Estève

Théâtre de l'étang | Lundi 16 janvier à 20h30 | Théâtre - **Spot : L'opérette au fil de l'eau** | 5€.

Cinéma

La Grande Magie

Cinémaginaire a ouvert la nouvelle année avec un ciné-forum autour du film de Noémie Lvovsky qui sortira sur les écrans le 8 février.



En adaptant la plus grande pièce de l'auteur italien Eduardo De Filippo, entre illusion et réalité, humour, chansons et transgression, Noémie Lvovsky revient avec un film sur la naïveté et le bonheur.

France, les années 20. Dans un hôtel au bord de la mer, un spectacle de magie distrait les clients désœuvrés. Marta, une jeune femme malheureuse avec son mari jaloux, accepte de participer à un numéro de disparition et en profite pour disparaître pour de bon. Une distribution de rêve : Denis Podalydès, Judith Chemla, Sergi Lopez, Noémie Lvovsky, François Morel...

Un conte philosophique, autour de personnages attachants, où les saltimbanques créent leur univers de fantaisie, avec un soupçon de roublardise. Le scénario se déroule en trois actes, mêlant comédie et chansons, dans une tonalité parfois mélancolique et toujours poétique. Un film original dans sa forme, loufoque, et tendre qui nous remplit de joie et de bonheur comme devant un tour de magie réussi.

La troupe de magiciens nous ramène au théâtre ambulancier, tréteaux posés sur les places publiques, où on vend du rêve pour trois francs six sous. Un très beau jeu d'acteurs de théâtre, emportés par leurs phrasés, dont on boit les dialogues avec gourmandise. Magie, tout est illusion, n'est-ce pas l'essence du cinéma ?

À voir prochainement en salle.

Jacques Pumaréda

Amis d'Alain Marinaro

Les Celtes aussi savent chanter

Clémentine Decouture, soprano, a appris la harpe celtique et la joint à son chant, en compagnie du violoniste Perceval Gilles.

Voyage chez les Celtes. Tel était le programme proposé par le duo Clémentine Decouture, soprano et Perceval Gilles, violoniste. Une promenade allant de France, notre Bretagne, à l'Irlande, l'Écosse et les Hébrides. Soprano confirmée, titulaire de divers prix, s'intéressant à l'art du récital et aux liens entre classique et jazz, voix chantée et voix parlée, Clémentine a appris la harpe celtique pendant le confinement. Une harpe particulière, assez petite, qui ne possède pas de pédales mais des clés, appelées taquets, permettant de changer la tonalité des cordes. Forte de ce nouvel apprentissage, Clémentine Decouture a composé un récital de chants celtiques qu'elle chante en s'aidant de sa harpe, accompagnée par le violoniste Perceval Gilles, premier violon à la Philharmonie de Paris.

Une évocation de paysages paisibles et sauvages

Beaucoup d'airs traditionnels, français (*Colchiques dans les prés*), écossais, irlandais, venant des Hébrides (*An eriskay lullaby*), certains plus récitatifs, d'autres en forme dansée, apportent beaucoup de douceur. D'autres sont l'œuvre de compositeurs comme *Along the field* (extraits pour violon et voix) de Ralph

Vaughan Williams, ou évocateurs d'œuvres littéraires : *Misty mountains & Concerning hobbit*, inspiré de l'œuvre de Tolkien. Il y en a de plus rudes, *La petite sirène* de Laurent Coulomb, pour voix seule, attirant les marins pour mieux les perdre, ou la *Spanish Lady*, un peu encombrante et effrontée. Mais la sirène des Hébrides sait aussi bercer : *An eriskay lullaby*. La salle était comble et le public, intrigué, puis conquis, s'enthousiasma et battit fort des mains.

Y.L.



Perceval Gilles, Clémentine Decouture et sa harpe celtique.

Attentats

La vérité pour les Kurdes



« Il est urgent d'accorder aux Kurdes la justice et la protection qu'ils méritent ».

Le président de la République souhaite « un temps de fraternité »... L'occasion lui en serait donnée en levant le « secret défense » qui entrave une enquête sur les assassinats xénophobes et racistes commis à Paris en janvier 2013 contre des militantes kurdes. Assassinats réitérés contre la même communauté le 23 décembre 2022 lors d'un terrible attentat contre le Centre culturel kurde Ahmet-Kaya à Paris, où Emine Kara, Abdullah KIZIL et Mir Perwer ont été tués.

Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin qui s'est rendu sur les lieux a immédiatement déclaré : « le tireur a voulu manifester s'en prendre à des étrangers, mais on ignore s'il visait des Kurdes ». Les représentants du Centre culturel kurde affirment qu'ils avaient demandé à deux reprises aux autorités des mesures de sécurité dans les jours qui ont précédé l'attaque et qu'aucune disposition n'a été prise pour autant. Parmi les victimes, Emine Kara, une responsable du mouvement des femmes kurdes, que le tueur est revenu abattre d'une balle dans la tête. « Le fait que nos associa-

tions soient prises pour cibles relève d'un caractère terroriste et politique », souligne Agit Polat, porte-parole du Conseil démocratique kurde en France (CDK-F). Ses représentants ont d'ailleurs appelé les autorités françaises à « arrêter leurs complaisances avec les autorités turques quand il s'agit de la sécurité des Kurdes ».

Justice et vérité ...

Dix ans déjà. Figures de la cause kurde, Sakine, Fidan et Leyla ont été abattues de sang-froid, en janvier 2013, en plein cœur de Paris. Les preuves existent des liens du tueur avec le MIT, les services secrets turcs. Et les trois femmes n'ont pas été ciblées au hasard : dirigeantes kurdes expérimentées, bêtes noires du régime d'Erdogan.

La justice se heurte au mur du « secret-défense ». À l'époque, les autorités s'étaient pourtant engagées à faire toute la lumière sur cette tuerie. Dans les faits, elles n'ont jamais contribué à faciliter l'enquête, de crainte de froisser le président turc, Recep Tayyip Erdogan. Le réquisitoire du procureur de la Répu-

blique est pourtant clair quant à l'implication des services de renseignements turcs dans l'élaboration de ces meurtres. Pourquoi le président de la République, Emmanuel Macron, refuse-t-il de lever le « secret défense » ? Une « raison d'État » impose-t-elle d'étouffer la vérité au nom des intérêts supérieurs des relations avec Ankara ?

Contre l'oubli et l'impunité

Ce déni de justice est rendu plus insupportable après la nouvelle tuerie qui a endeuillé la communauté kurde, le 23 décembre 2022.

La France ne peut tolérer de tels agissements sur son sol, sauf à s'en rendre complice. Son silence coupable encourage à commettre aujourd'hui des meurtres similaires. « Sans garantie de justice, de vérité et de liberté, la communauté kurde ne se sentira jamais en sécurité en France et en Europe », estime, dans une tribune au journal « Le Monde », un collectif de 300 personnalités politiques et associatives, dont Pierre Laurent pour le PCF.

Evelyne Bordet

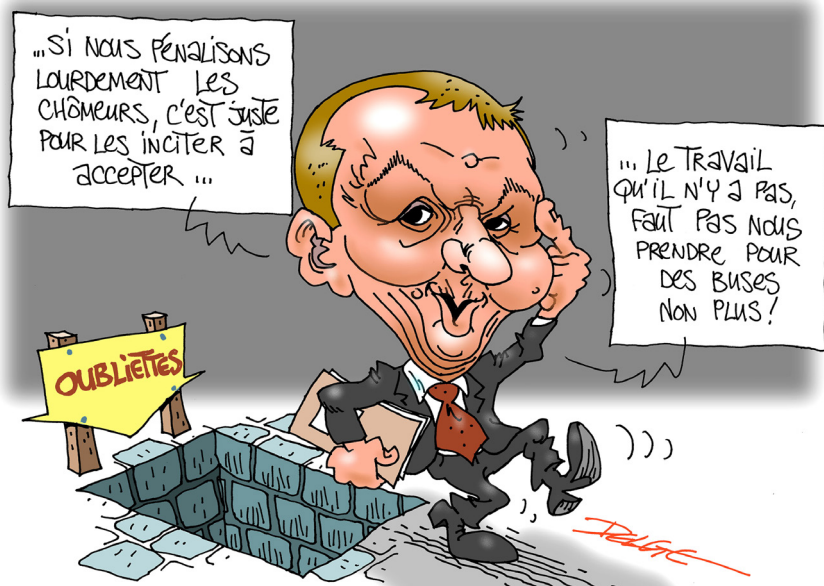
Assurance chômage

Un tout petit recul du gouvernement



La disposition de la réforme de l'assurance chômage permettant de réduire la durée d'indemnisation de 40% si le chômage passe sous les 6% a été retirée, comme annoncé par Elisabeth Borne ce mardi 3 janvier.

Réforme-chômage : recul très insuffisant du Gouvernement



Rétropédalage de la part du gouvernement. Fin 2022, les syndicats étaient montés au créneau face à ce projet. Finalement, il n'en sera rien. Malgré tout, avec la réforme, quand la situation du marché du travail sera considérée comme bonne la durée d'indemnisation sera minorée d'un coefficient. Cette modulation de l'assurance chômage en fonction de la conjoncture pourrait se baser sur deux critères d'alerte "vert" et "rouge".

Si le taux de chômage est en dessous de 9% (il est aujourd'hui de 7%!) pendant trois trimestres consécutifs, le pays est en période verte, le coefficient est alors de 0,75%. Pour un demandeur d'emploi inscrit à compter du 1^{er} février 2023, qui bénéficiait de 24 mois de chômage avec les anciennes règles, les nouveaux droits s'arrêteront à 18 mois. Une économie de quatre à cinq milliards et une pauvreté appelée à grandir.

M.M.

Royaume-Uni

La colère gronde ”

Après une large victoire des dockers, les cheminots et les infirmières durcissent leurs mouvements de grève pour des revalorisations salariales ainsi que pour des améliorations de leurs conditions de travail.

L'inflation frôle les 11 % en un an, l'un des taux les plus élevés d'Europe. Les prix alimentaires grimpent de 6 %. Face à cette explosion des coûts, des millions de travailleurs réclament des hausses de salaires. « *Enough is enough* » (assez c'est assez) scandent-ils.

Les dockers de Liverpool ont montré la voie. Toute une ville s'est mobilisée autour de ses ouvriers. Après cinq solides semaines de grève, ils ont obtenu une revalorisation salariale de 14 à 18 % au lieu des 5 % qu'on leur proposait.

« *Le courage et l'engagement des dockers à se lever et à se battre ... inspireront les travailleurs du monde entier à se battre pour la*

justice salariale et un niveau de vie décent », a déclaré Paddy Crumlin, président de La Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF).

Les cheminots, les infirmières, etc...

Les cheminots, menés par la RMT, le syndicat des transports, ont d'ores et déjà refusé une proposition d'augmentation des salaires de 8 % sur deux ans, la jugeant insuffisante. Ils continuent et durcissent leur grève.

Les infirmières ont décidé d'exprimer leur exaspération et ont arrêté le travail dans 116 hôpitaux et centres de soins en Angleterre, en Irlande du Nord et au pays de Galles à la suite

du vote des 465.000 adhérents du Royal College of Nursing (RCN), le principal syndicat de la profession. Une première depuis cent ans. Le salaire réel des infirmières a chuté de 20 % depuis 2010. Elles réclament une hausse de salaire de 5 % au-delà de l'inflation, ce qui équivaldrait à celle obtenue par les dockers. Cette colère dépasse le secteur de la santé et favorise l'émergence d'un vaste mouvement de contestation. D'importantes actions ont lieu aussi à la poste, après des mouvements ces derniers mois dans les tribunaux de justice, les écoles, les universités, etc... Un vent de fronde se lève au Royaume-Uni.

Dominique Gerbault

Israël

Cap à l'extrême-droite ”

Entrés en force dans le gouvernement, les partis religieux ultraorthodoxes et fascistes appellent à la haine contre les arabes et à la poursuite de la colonisation.

Le gouvernement présenté jeudi 29 décembre au Parlement israélien par Benjamin Netanyahu fait une place de choix aux suprémacistes juifs et aux ultraorthodoxes. C'est la coalition la plus à droite de l'histoire d'Israël. Soucieux d'échapper aux procédures judiciaires pour corruption, le premier Ministre a fait un pont d'or à ses alliés d'extrême droite en leur confiant des postes stratégiques.

Cas emblématique, le ministère de la Sécurité publique, avec un contrôle étendu sur la police, est dirigé par Itamar Ben-Gvir, un délinquant politique condamné pour incitation à la haine et soutien à une organisation terroriste, poursuivi de nombreuses fois pour émeutes, discours incendiaires et... obstruction au travail de la police. La gestion des Finances et des Colonies en Cisjordanie occupée est attribuée à Bezalel Smotrich, ultranationaliste religieux, anti-Arabes, homophobe et partisan du Grand Israël. Ce chef de file de l'extrême droite la plus radicale sera dans son rôle dans la poursuite de la colonisation, objectif central de la politique gouvernementale.

Première provocation des extrémistes à Jérusalem

Itamar Ben Gvir, s'est rendu sur l'esplanade des Mosquées, protégé par la police et des hommes en civil alors qu'un drone survolait les lieux. Une image qui n'est pas sans rappeler celle d'Ariel Sharon, le 28 septembre 2000. Celui qui allait redevenir premier Ministre quelques mois plus tard, mais alors simple député, avait décidé d'une démonstration de force contre les Palestiniens, déclenchant ainsi ce qu'on allait appeler l'Intifada al-Aqsa, du nom de la mosquée qui s'y trouve, près du dôme du Rocher à



la coupole dorée. Netanyahu est décidé à accélérer la colonisation des terres en Cisjordanie, quelles qu'en soient les conséquences. La France et l'Europe, d'habitude si promptes à donner des leçons de droits de l'Homme à tout le monde, sont étrangement bien silencieuses dans cette affaire.

Roger Rio

Les déferlantes au parking !

Les Déferlantes, à Argelès, à Céret, c'est fini, place au parking de Perpignan !

Je me plais à imaginer le choc que va ressentir le spectateur rituel des Déferlantes quand après avoir vécu dans les années précédentes, des moments intenses, à écouter des artistes de haut vol dans des cadres prestigieux, le Parc de Valmy avec la Méditerranée en fond de scène, ou le château d'Aubiry se détachant majestueux, dans la nuit céretane, il se retrouvera sur le parking du parc des expositions à Perpignan, entassé, en grillagé, dans un no-man-land innommable et sans âme pour écouter sa musique préférée. Un grand plouf !

Tromper le monde !

Un choc ! il faut tout le culot des organisateurs pour tenter de tromper leur monde, avoir annoncé, vendu des entrées pour Céret et prétexter des engagements mal honorés pour envoyer les fans goûter pendant de longues heures la poussière perpignanaise. Ce sera le prix à payer pour écouter ceux que la municipalité RN de la ville n'auront pas fait fuir, ceux qui n'auront pas vu le déphasage qu'il peut y avoir entre les aspirations, inspirations, rêves qu'ils chantent et l'horizon politique borné, xénophobe, et plus que rétrograde que la municipalité en question voudrait voir régner sur la ville. L'équipe d'Aliot pourra dire merci pour ce coup de main à la dédramatisation.

Deux jours après l'annonce du changement d'adresse des Déferlantes, un groupe, Indochine, a déjà fait part de sa décision de ne pas chanter à Perpignan justifiée politiquement. J'ose espérer qu'il y en aura d'autres tant sont éloignés la soif, l'attente d'une jeunesse à une vie ouverte et libre, le rejet d'une idéologie dont le pétainisme du RN représente l'illustration parlante.

Une ambition

Et ce ne sont pas les arguments mis en avant par les organisateurs ou la municipalité qui auront le pouvoir de faire passer la ville pour ce qu'elle n'est pas. Si elle accueille les Déferlantes, il faut y voir derrière une ambition, celle de sortir de l'impasse réactionnaire dans lequel l'extrême



droite ne veut pas se laisser enfermer. Elle deviendrait présentable, fréquentable et donc en mesure d'élargir son audience.

Toutes les vieilles lunes de la confusion culturelle sont appelées à la rescousse, en particulier la neutralité.

La ville est neutre, comme la culture. La musique, la chanson, les groupes n'auraient pas de dimensions idéologiques, philosophiques et donc politiques. Tous les créateurs, tous les interprètes, tous les artistes qui ambitionnent de secouer le monde vers plus de liberté sont aux yeux de la municipalité des usurpateurs, et sans doute qu'Indochine en fait partie, et tant d'autres, qui mêlent les cultures pour qu'elles partagent l'ambition commune d'un monde de paix, de tolérance, d'enrichissement mutuel, aux antipodes du repliement sur soi. La suite bientôt.

Jean-Marie Philibert

Dernière minute

À l'heure où nous mettons sous presse, nous apprenons que le festival n'aura finalement pas lieu à Perpignan.

L'actu vue par **DELGE**

Grande-Bretagne : les soignants à la rue...



Le marché "libre" de l'énergie coûte très cher aux particuliers



suivez-nous sur



Scan Moi

Bonne année • Bon Any

Le Département vous invite

à partager un moment convivial
lors de la cérémonie des vœux

> **Vendredi 20 jan. à 18h30**

Palais des rois de Majorque à Perpignan



Hermeline MALHERBE
Présidente du Département des Pyrénées-Orientales
& les élu·e·s de l'Assemblée départementale

[f](#) [@](#) [t](#) [v](#) / leDépartement66.fr

